

NATIONS EMERGENTES

n°25
Avril
2015

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL www.nations-emergentes.org



**Cuba,
les attentes
du monde**



ParisTribune
m.paristribune.info

Cuba, les attentes du monde

Le 17 décembre 2014 marque un tournant dans les relations cubano-américaines dans la mesure où ces deux pays ont entrepris de rétablir leurs liens en mettant fin à leur politique d'affrontement. Ceci constitue une bonne nouvelle pour les entreprises car un des derniers bastions communistes, qui a longtemps résisté aux assauts de la société de consommation, a cédé du terrain pour faire place à l'ouverture économique et au dialogue. Cet événement a eu un impact majeur sur les marchés internationaux car les opérateurs ont anticipé la nouvelle orientation de l'île pour donner quelques repères aux investisseurs institutionnels en quête de rendement. Comme le souligne un journaliste de *Newsweek* en visite à la Havane: «l'espoir, la détermination et la monnaie sont très visibles dans les rues de la Havane. La ville respire enfin et l'on voit des chantiers partout et dans tous les secteurs d'activité. L'initiative privée est de mise et les petites échoppes font leur apparition dans tous ses recoins». Autrement dit, le rattrapage économique est bien en cours et les investisseurs de retour à Cuba.¹

La reprise des liens avec Cuba montre implicitement l'échec de la politique américaine. Depuis 1962, l'île vit sous un embargo qui restreint ses

échanges et son accès au financement international, ce qui a freiné son développement économique. Comme en témoigne Hillary Clinton: «À la fin de mon mandat, j'ai demandé au président Obama qu'il reconsidère notre embargo contre Cuba. Il ne servait à rien et compromettait nos projets avec le reste de l'Amérique latine». C'est là un aveu d'échec, car cette politique a mené à une impasse. Elle a fourni un alibi à Fidel Castro et a alimenté l'antiaméricanisme sur le continent latino-américain.²

Pour Cuba, l'alliance avec les États-Unis vaut la peine car les transferts financiers provenant de la communauté cubaine aux États-Unis s'élevaient à environ 2,6 milliards de dollars en 2012.³ De plus, selon les diplomates, l'île a anticipé l'effondrement économique et politique du Venezuela, qui l'a longtemps maintenue à flot et dont la générosité risque d'être moindre par suite de la baisse de ses revenus pétroliers. Ce sont là les principales motivations qui ont incité Cuba à négocier une entente avec les États-Unis. Quant à sa population, elle rêve d'un avenir meilleur avec des possibilités d'échanges et de déplacement aux États-Unis et réciproquement.⁴

Cependant, ces attentes nées de la

normalisation peuvent être contrariées par l'opposition du Congrès américain qui voit d'un mauvais œil Obama céder du terrain à Cuba sans compensation. La pression des Américains d'origine cubaine est aussi forte, ils voient dans ce processus une trahison. Les marges de manœuvre d'Obama sont réduites du fait de la partialité des uns et des autres. Néanmoins, le processus suit son cours car il est inscrit dans la durée.

Antoine Sfeir écrivait à propos du Moyen-Orient: «si nul ne peut savoir ce qui en sera demain, on ne peut contester qu'un vent nouveau souffle sur le Moyen-Orient». Il en est de même pour Cuba qui est à la croisée des chemins avec l'ouverture économique, avec ses risques et périls. Si le pays réussit à opérer une transformation en profondeur de son économie, avec tout ce que cela implique de réforme des mentalités, alors on peut parier qu'il sera un pays-phare de la région des Caraïbes, où cela vaut la peine d'investir du fait de sa position géopolitique: une île à mi-chemin des États-Unis et de l'Amérique du Sud.⁵ ●

Douraya ASGARALY

Nous vous invitons à réagir à cet éditorial en nous écrivant à l'adresse mail suivante: contact@nations-emergentes.org

1. *Newsweek* du 20/03/2015 - *Viva el capitalismo!*
2. *Hillary Clinton: hard choice* - New York 2014
3. *Monde diplomatique*, ibid.
4. *Courrier international* - 16 avril 2015
5. A. Sfeir - *Conférence de Genève* - 22/04/2011

NATIONS EMERGENTES

N°25 | Août 2015

Association de loi 1901 | W931002897
4, rue des Arènes | 75005 PARIS (France)
Tél.: (00 33) 616 634 519
Email: contact@nations-emergentes.org
Web: <http://www.nations-emergentes.org>

• **Directrice de publication** •

Douraya ASGARALY
Tél.: (33) 6 16 63 45 19

Email: nat.emergentes@yahoo.fr

• **Correction et relecture** •

Hervé THÉRY - <http://confins.revues.org>

• **Ont participé à ce numéro** •

Enrique KRAUZE, Carmelo MESA-LAGO,
Diego MERMOUD, J. Francisco RODRÍGUEZ QUEIRUGA,
Alban MIGEOT DE BARAN (photographe)

• **Avec** •

Gwendal LE SCOUL, conception graphique
Stéphanie HAMELIN, maquette

• **Photo de couverture** •

Malecón, La Havane (© Lester Lim)

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	P.3
FICHE PAYS	P.4
CUBA... VU PAR UN SPÉCIALISTE	P.6
FOCUS: CONQUÉRIR LE MARCHÉ CUBAIN	P.12
LES SECTEURS PORTEURS	P.14
EXPORTER À CUBA: MODE D'EMPLOI	P.22
CARNET CHAMBRE DE COMMERCE	P.24
FOIRES ET SALONS	P.25



LES DONNÉES POLITIQUES

- **NATURE DE L'ÉTAT**
République avec 14 provinces et une municipalité
- **CHEF DE L'ÉTAT**
Raúl Castro Ruz
- **CHEF DU GOUVERNEMENT**
Raúl Castro Ruz

ÉCHELLE (Km)

0 km 120 km

LES PRINCIPALES VILLES

LA HAVANE est la capitale et le centre économique. Elle comprend 2,4 millions d'habitants en 2012, tandis que l'agglomération en compte 3,7 millions. C'est une ville caraïbe débordante, vibrante et métisée. Reliée par un aéroport situé à 25 km au sud-ouest du centre-ville, elle est réputée peu dangereuse (les médias ont pour consigne de ne jamais évoquer les faits divers).

SANTIAGO DE CUBA, capitale de la province du même nom et 2^e ville de Cuba, comprend 445 000 habitants. La ville s'ouvre vers les Caraïbes quand le reste de Cuba se tourne vers le Nord et l'Atlantique. C'est une ville d'excès, la chaleur y est plus forte qu'ailleurs, l'humidité plus lourde. Universitaire, elle est le berceau des musiques cubaines. Son port proche d'Haïti et de la Jamaïque est un centre d'exportation de cuivre, fer et produits agricoles.

SANTA CLARA, capitale de la province de Villa Clara, est à 260 km au sud-est de La Havane et comprend 220 000 habitants en 2012. C'est une ville dynamique et le 2^e pôle universitaire du pays. C'est un point de passage obligé pour tous les nostalgiques de Che Guevara qui, pendant la révolution cubaine du 28 décembre 1958, parvient à prendre la ville avec l'appui d'une partie de la population. Che Guevara y a été inhumé en 1997.

CAMAGÜEY, capitale de la province du même nom, est la 3^e ville du pays avec 306 000 habitants en 2012. Son centre historique a été déclaré patrimoine de l'humanité en 2009. Plus grand ensemble colonial du pays, il possède de nombreuses églises et palais. Déplacée vers l'intérieur pour se protéger des pirates, elle s'est construite en labyrinthe.

GUANTÁNAMO est la capitale de la province du même nom. Elle comprend 210 000 habitants. Elle abrite la base navale américaine installée sur la côte sud-orientale à 45 km de la ville, qui couvre 117 km² de terre et de mer. Un grillage haut de trois mètres et des champs de mines côté cubain forment une frontière hermétique. Malgré les protestations incessantes du gouvernement cubain depuis 1959 et l'absence de justification stratégique de l'entretien très coûteux de cette base, les États-Unis devraient maintenir leur présence jusqu'en 2033.

PINAR DEL RÍO est la capitale de la province du même nom située à 156 km à l'ouest de La Havane. Elle comprend 152 000 habitants et produit du tabac sur ses terres rouge brique. Le tabac a permis l'apparition d'une petite paysannerie indépendante presque inexistante dans le reste de l'île.

Vers la fin de l'antiaméricanisme ?

Auteur: Enrique Krauze

Cuba était l'épicentre de l'antiaméricanisme en Amérique latine. Cette idéologie politique est apparue avec la guerre hispano-américaine de 1898. Elle a connu son apogée avec la victoire de la révolution cubaine de 1959. De nos jours, elle tend vers son déclin avec la décision audacieuse d'Obama de renouer le dialogue avec Cuba.

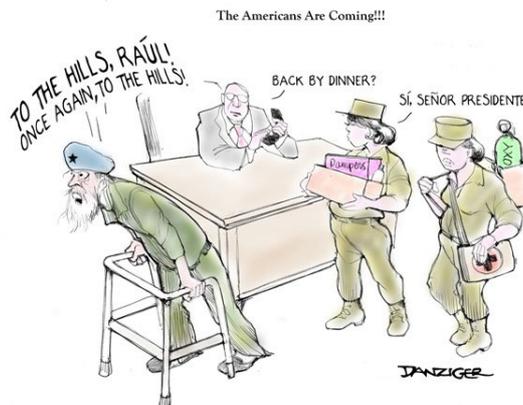
Pourtant, le chemin de la normalisation est parsemé d'obstacles car les conservateurs américains sont hostiles à toute concession en matière des libertés civiles et politiques à Cuba. La détention récente des blogueurs est un mauvais signe. Mais un vent nouveau souffle sur toute l'Amérique latine, qui veut en finir avec le problème cubain. Obama a saisi donc cette occasion pour éliminer l'une des passions les plus enracinées du continent latino-américain.

À l'origine, l'antiaméricanisme avait un caractère religieux. Il recouvrait la crainte des conservateurs et de l'Église catholique contre l'invasion de la culture et la religion protestante. Il y a eu ensuite les guerres d'annexion contre le Mexique, qui a perdu la moitié de son territoire au profit des États-Unis. Paradoxalement, les libéraux qui ont dirigé le Mexique au cours du 19^e siècle, ont maintenu leur admiration pour le modèle américain. Ce phénomène s'est ensuite répandu sur tout le continent latino-américain.

Entre 1898 et 1959, le bilan des relations avec l'Amérique latine est désastreux. En 1913, l'ambassadeur américain Henry Lane Wilson a comploté avec des conservateurs mexicains pour renverser le président Madero démocratiquement élu au Mexique. Il est suivi d'une série d'interventions en Amérique latine, débarquement de marines américains, occupations de territoires, présence des soldats et soutien aux dictatures... La défense à tout prix, des intérêts commerciaux a été mal perçue sur le terrain car elle était le signe d'une avidité excessive.

La réponse a été un sursaut de nationalisme en Amérique latine. Dans l'entre-deux-guerres, les États-Unis voyaient en elle un bastion potentiel du communisme. La politique du bon voisinage de Franklin Roosevelt a quelque peu corrigé les excès de ses prédécesseurs car il a finalement admis la nationalisation du pétrole mexicain. Mais, à Cuba l'alliance entre la politique et le business était difficile à défaire.

Au début de la guerre froide, beaucoup d'intellectuels latino-américains se sont tournés vers la so-



lution du socialisme pour résoudre les problèmes de la pauvreté et des inégalités. Les États-Unis continuant à soutenir la dictature de la famille Somoza au Nicaragua avaient perdu toute crédibilité pour la défense des valeurs démocratiques.

En 1947, un historien libéral d'origine mexicaine écrivait : « l'Amérique latine connaîtra une période de troubles avec la mainmise américaine. Elle sera capable de tout, d'abriter et de soutenir les ennemis des États-Unis et de devenir elle-même le pire de ses ennemis. Il n'y a pas d'autre choix que la lutte pour retrouver la souveraineté ». La révolution cubaine a réalisé cette prophétie qui a enraciné l'antiaméricanisme comme un mode de comportement. L'« impérialisme yankee » était un objet d'étude dans les universités. La rage contre les Américains devenait un terreau fertile pour la survie du régime dictatorial à Cuba.

En 1989, avec la chute du mur de Berlin, de nouveaux gouvernements vinrent au pouvoir notamment au Chili, au Nicaragua et au Salvador. L'idéologie marxiste avait perdu du terrain au profit de la social-démocratie.

L'antiaméricanisme ne disparaîtra pas pour autant – mais il est à bout de souffle, il se maintenait artificiellement par les discours passionnés de Hugo Chávez au Venezuela contre l'« empire américain » dont il était pourtant le principal pourvoyeur de pétrole.

Avec la reprise des relations avec Cuba, il semble que les États-Unis aient tourné définitivement le dos à l'« impérialisme yankee ». Ils retrouvent ainsi une légitimité en Amérique latine pour préserver les valeurs démocratiques qui caractérisent leurs fondations. L'initiative d'Obama mérite d'être saluée car elle inaugure une nouvelle ère en Amérique latine. ◉

Source : http://elpais.com/elpais/2015/01/14/opinion/1421262505_049216.html



Le pays, sa population, sa langue et les données sociologiques

Source : CIA - Factbook 2014

16,3%

0 à 14 ans

13,6%

15 à 24 ans

47,1%

25 à 54 ans

10,4%

55 à 64 ans

12,6%

65 ans et +

Principaux groupes ethniques

Blancs
Métis
Noirs

64,1%
26,6%
9,3%

Les principales religions

Catholiques **85%**
Protestants,
Témoins de Jéhovah,
Juifs et autres **15%**

Langue

ESPAGNOL

LE PAYS

Situé à la frontière entre l'Amérique latine et les États-Unis, Cuba est la plus grande île de la région des Caraïbes avec une superficie de 110860km². Elle représente à elle seule la moitié des terres antillaises. Le pays comprend : l'île de Cuba, l'île de la Jeunesse et 1600 petits îlots divisés en 5 archipels. Ce qui fait 5760km de côtes, 1256km d'est en ouest et seulement de 31 à 91km du nord au sud.

Cuba s'étale sur une longue plaine centrale soulevée par trois massifs montagneux : au nord, la Sierra de los Organos (où furent installés les missiles

soviétiques); au centre l'Escambray et au sud, la Sierra Maestro, refuge de Fidel Castro qui le mena au pouvoir vers 1950. Le Pico Real del Turquino (1974 m) est le point culminant.

Le pays est à 21km des Bahamas, 150km de la Floride, 210km du Mexique et 140km de la Jamaïque. Il a une importance géopolitique considérable car c'est l'un des derniers régimes communistes au monde, un symbole de l'opposition Nord-Sud de part et d'autre du détroit de Floride et un espace militarisé, héritage de la Guerre froide avec Guantánamo, base militaire américaine depuis 1898. ⦿

11,04 millions d'habitants

en 2014

110 860 km²
de superficie

Infrastructures

AÉROPORTS

○○○○○○

25 aéroports principaux dont 10 aéroports internationaux ou assimilés.

RÉSEAU ROUTIER

○○○○○○

60858km dont 29820km de routes goudronnées.

RÉSEAU FERROVIAIRE

○○○○○○

8203km.

TRANSPORT MARITIME

○○○○○○

La voie maritime est la voie d'entrée du commerce international à Cuba.

Les principaux ports :

- La Havane ;
- Santiago de Cuba ;
- Cienfuegos ;
- Mariel ;
- Moa ;
- Matanzas ;
- Camagüey ;
- Las Tunas ;
- Holguín et
- Guyabal. ⦿

Les chiffres clés de l'économie

Source : Banque mondiale

Deux monnaies officielles :

Le peso cubain (CUP)
2,71€..... 100 CUP
Le peso convertible (CUC)
77,60€..... 100 CUC

PIB (en milliards de \$)

2010 64,32
2011 68,23
2012 72,3

Croissance du PIB (en %)

20091,4
20102,4
20112,7
20123,1

PIB par habitant (\$)

20094 796,2
20104 913,8
20115 049,6

Les échanges entre la France et Cuba en 2014

Export 208,44 millions de \$
Import 31,22 millions de \$

CONTACTS CLÉS

Fiche pays Cuba - Express
http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/cuba-fiche-reperes_498584.html

Les effets de l'embargo
http://www.cetim.ch/fr/interventions_details.php?iid=202

Le site du gouvernement cubain
<http://www.cubagob.cu/>

Portail Cuba <http://www.cuba.cu/>

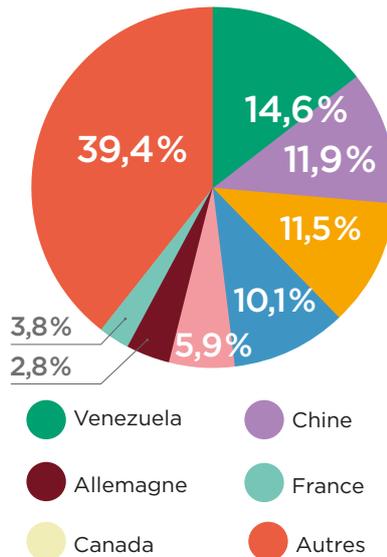
Office de tourisme Cuba
<http://autenticacuba.com/fr/#axzz3VCcqqGI4>

Faire des affaires à Cuba
<http://www.globaltrade.net/international-trade-import-exports/m/c/Cuba.html>

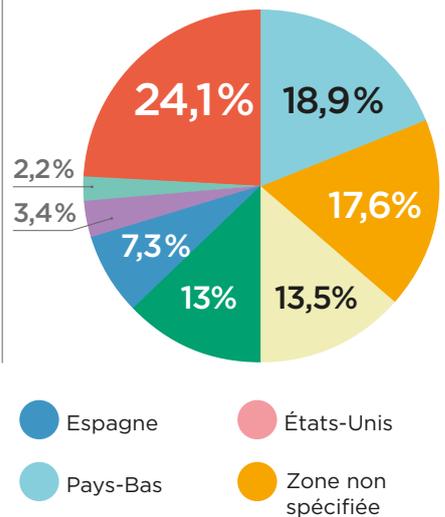
Chambre de Commerce de Cuba
<http://www.camaracuba.cu/index.php/es/>

Cuba/USA, un rapprochement en trompe-l'œil ?
<http://www.dems.defense.gouv.fr/cdem/actualites/actualites-du-cdem/article/le-nouveau-no-d-infoveilles-cuba>

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DE CUBA EN 2014 (IMPORT)

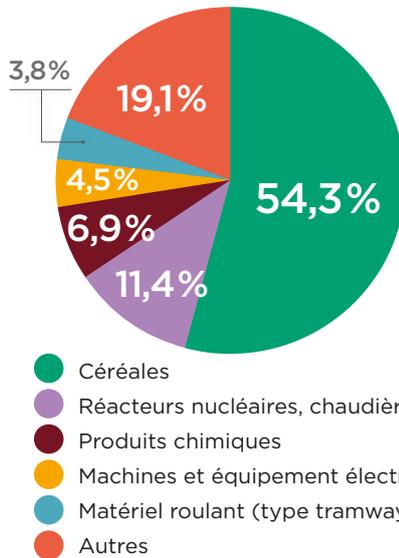


LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE CUBA EN 2014 (EXPORT)

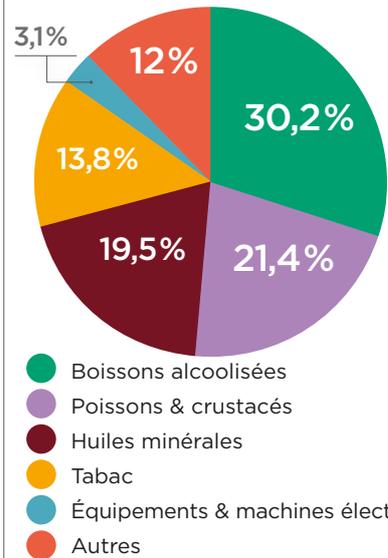


Source : UN - Comtrade

LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LA FRANCE EN 2014

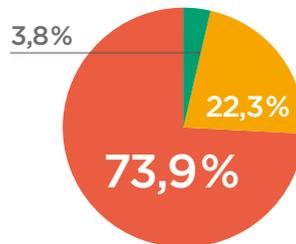


LES PRODUITS IMPORTÉS DE CUBA EN 2014



Source : UN - Comtrade

RÉPARTITION DU PIB PAR SECTEURS EN 2014



- Agriculture
- Industrie
- Services

Source : CIA Factbook - 2014

ALPHA TEST : Analyse de la Langue Professionnelle Hispano-Américaine

CCLAM
CHAMBRE de COMMERCE
LATINO-AMÉRICAINNE
www.cclam.org 1929 jfrq@cclam.org

Contacts au plus haut niveau (LATAM & U.E.)

Evaluation Linguistique de vos expatriés : ALPHA

Séminaires, rencontres et appui à l'investissement

Cuba / États-Unis, une alliance réussie ?

Auteur: Carmelo Mesa-Lago

Carmelo Mesa-Lago est professeur émérite à l'Université de Pittsburgh (Pennsylvanie) et un fin connaisseur des relations cubano-américaines. Il a publié en 2013, un livre sur ce pays *Cuba sous Raúl Castro : comment peut-on évaluer les réformes ?* qui n'est pas encore traduit en français.

Dans cet entretien, il évalue les réformes appliquées par Cuba pour redresser son économie, ses résultats et les attentes nées de la reprise de ses relations avec les États-Unis. Le point sur ce pays avec Carmelo Mesa-Lago.

Quelle transition économique pour Cuba ? Une dépendance vis-à-vis des États-Unis ou bien le modèle chinois ?

Si l'on se réfère à l'histoire de Cuba, on constate que le pays a été dépendant successivement de l'Espagne, des États-Unis, de l'URSS et aujourd'hui du Venezuela qui pèse 21% du PIB. Le Venezuela n'est pas un leader mondial mais un producteur majeur de pétrole qui a longtemps subventionné l'économie cubaine comme le firent les Soviétiques. Les États-Unis sont une puissance mondiale en perte de vitesse et aujourd'hui concurrencés par la Chine. De plus, certaines leçons tirées du passé peuvent s'avérer utiles car elles permettront à Cuba d'éviter les erreurs liées à une trop grande dépendance vis-à-vis du puissant voisin nord-américain.

Pour Cuba, le modèle idéal pour la transition serait de suivre l'exemple chinois ou bien celui du Vietnam, qui ont réussi à passer d'une économie communiste à celle d'un socialisme de marché. Les réformes mises en place par Raúl Castro vont dans ce sens mais elles demeurent aléatoires car entreprises au coup par coup, sous la pression des circonstances. Le pays a encore beaucoup à apprendre de la transition chinoise.

Jusqu'à présent, Raúl Castro semble privilégier la planification centralisée, la propriété de l'État sur la propriété privée. C'est là que se situe le point de divergence par rapport aux économies asiatiques qui ont su réintroduire l'incitation de profit pour plus d'efficacité économique.

Si l'on examine maintenant les réformes lancées par Raúl Castro, les résultats sont peu convaincants: stagnation de la production agricole car Cuba continue à importer 70% de biens de consommation – soit plus de deux milliards de

dollars et la croissance n'est pas au rendez-vous. Elle est l'une des plus faibles de la région des pays latino-américains et des Caraïbes – avec 1% l'an dernier.

Cuba peut-il faire jouer la rivalité entre les États-Unis et la Chine ?

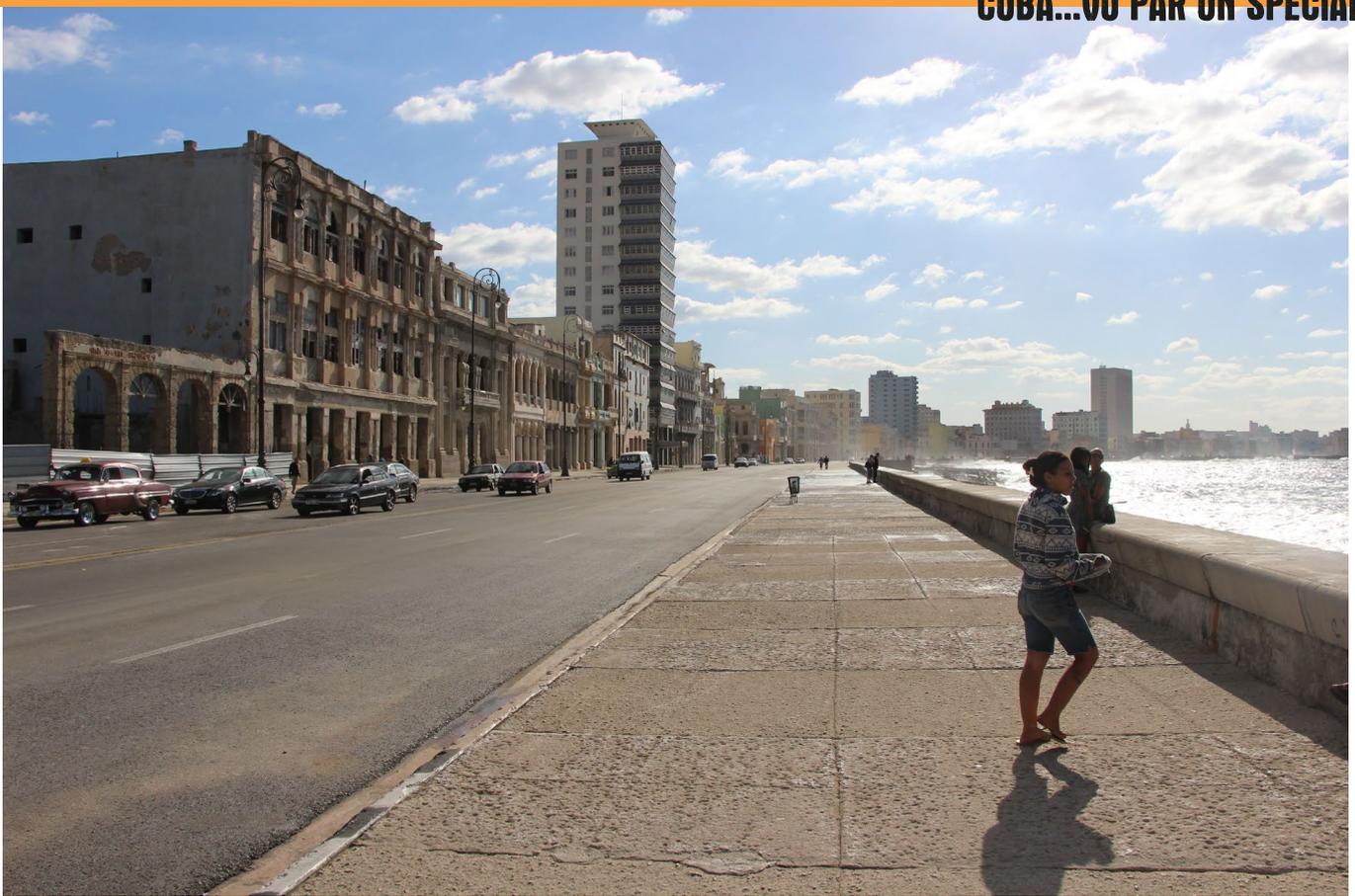
Le volume des échanges avec la Chine est de l'ordre de 9% (qu'il convient de comparer avec les 35% que représente le Venezuela). Ce dernier constitue un partenaire clé pour Cuba car il est à l'origine du redressement des comptes cubains. La Chine n'achète pratiquement aucun service professionnel de Cuba (comme par exemple les services médicaux). Les achats du Venezuela se situent entre 5000 et 8000 millions de dollars de services par an. Le pays doit diversifier ses partenaires et la Chine peut être une alternative. Elle lui permet de réduire sa dépendance face au géant américain.

Encore faut-il que ce partenariat soit équilibré. Pour cela, Cuba doit miser sur un modèle orienté vers l'exportation pour dégager suffisamment de trésorerie pour acheter les produits en provenance de la Chine ou bien des États-Unis pour ne plus se retrouver dans une situation déficitaire. Or, les réformes en cours n'ont pas permis d'atteindre cet objectif et Cuba connaît un déficit de l'ordre de 9424 millions en 2013 – soit le second déficit de plus important de son histoire.

La Russie, perdante avec la reprise des relations avec les États-Unis ?

Non, pas sur le plan économique car la Russie a perdu du terrain depuis l'effondrement de l'URSS. La part de marché russe à Cuba est de l'ordre de 1%. Elle est le 16^e partenaire commer-





cial du pays – alors que les États-Unis sont devenus le 9^e partenaire de Cuba grâce à l'assouplissement de l'embargo. La tendance est à la perte de l'influence russe à Cuba.

De plus, la dette cubaine à l'égard de l'ex-URSS de l'ordre de 25 millions de dollars a été en grande partie annulée (90%). Les 10% restants seront financés par des investissements russes dans les secteurs de l'énergie et de la santé. Cuba souhaite ainsi réduire sa vulnérabilité.

Ses relations avec la France ?

L'alliance avec les États-Unis n'aura aucun impact négatif sur le commerce avec la France. Elle est le 8^e partenaire commercial de Cuba. Ses échanges avec la France sont en déséquilibre car les exportations cubaines demeurent peu significatives. En 2013, le déficit s'élevait à 368 millions de dollars, soit deux fois plus qu'en 2008.

La France n'achète pas non plus des services cubains. Mais elle figure parmi les cinq premiers pays visitant Cuba, derrière le Canada, les États-Unis (oui, en dépit de l'embargo), la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il faut souligner ici que ces dernières années le nombre de touristes provenant d'Europe est relativement stable. Si Cuba réussit à développer son industrie de divertissement (avec l'appui des capitaux étrangers) alors il sera en mesure d'attirer un nombre croissant de touristes et le nombre de Français visitant le pays va probablement croître.

En tant que membre de l'Union européenne, la France a plaidé en faveur d'une alliance avec Cuba, remettant ainsi en cause le positionne-

ment hostile de l'ex-président espagnol Aznar. Elle a plaidé également pour une aide de l'UE et pour l'amélioration des libertés politiques et civiles à Cuba !

Cuba peut-il compter sur sa diaspora pour émerger ?

Des enquêtes réalisées dans le sud de la Floride où résident la grande majorité des Américains d'origine cubaine, montrent qu'elle est favorable au rétablissement des liens avec Cuba et semble s'éloigner de la ligne pure et dure de leurs parents et grands-parents. Elle souhaite voir la levée de l'embargo américain. Quelques hommes d'affaires ont même l'intention d'investir à Cuba. Ils peuvent être un capital humain important pour Cuba car ils ont acquis un savoir-faire, disposent d'un réseau et d'un carnet d'adresses denses. Ils pourront ainsi lui permettre une transition à la chinoise.

La nouvelle loi sur les investissements à Cuba de 2014 n'autorise pas formellement l'investissement de la diaspora cubaine. Mais il est possible d'y investir à condition toutefois de se fier à son interprétation implicite. Il convient ici de se souvenir de la ville de Miami où résident la plupart des Américains d'origine cubaine : il y a quelques années, cette ville somnolait et était destinée aux retraités. Elle est aujourd'hui, une ville dynamique avec un fort taux de croissance. Ce talent entrepreneurial peut être facilement transféré à Cuba à condition

«La France est le 8^e partenaire commercial de Cuba.»



BERTHIER ARCHITECTES

48 bis Rue Louis Rolland. 92120 Montrouge. France

Tel. : 33 (0)1 46 12 49 49

E-mail : berthierarchitectes@wanadoo.fr



ARCHITECTES
DU PATRIMOINE

FLORIDE . MEXIQUE . VENEZUELA . COLOMBIE . PEROU . EQUATEUR . BOLIVIE . ESPAGNE . FRANCE



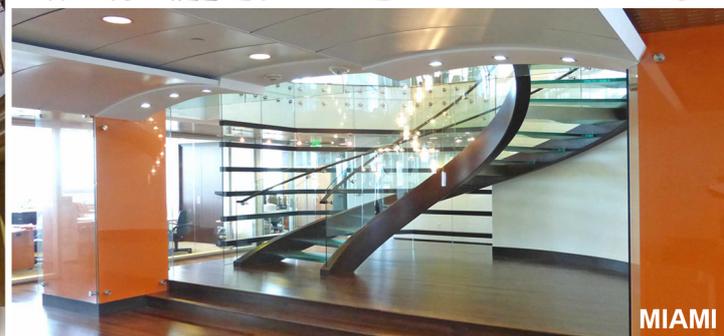
PARIS



BARCELONE



MEXICO



MIAMI

REHABILITATION - RESTAURATION DE BÂTIMENTS PROTEGES M.H.
ETUDES - ANALYSES - DIAGNOSTICS - PROJETS - RECONVERSIONS
CONCEPTION - AMENAGEMENTS CONTEMPORAINS, EXTERIEURS et INTERIEURS

TABERNA LATINA- LILLE



Où et comment organiser une escapade chaleureuse, culturelle ou gustative au cœur de l'effervescence cubaine... juste à deux pas de chez vous?

RV sur www.tabernalatina.com

- Nous confectionnons •
Repas typiques et cocktails dînatoires

- Nous organisons •

Rencontres culturelles, voyages à Cuba
chez l'habitant, cours de danses cubaines

- Nous avons en chantier •

Le festival de danse cubaine de la région nord-pas de calais
« SOMOS CUBA 2016 »



BAR / RESTAURANT TABERNA LATINA

▷▷▷ toutefois que le gouvernement soit réceptif à sa diaspora. C'est le chemin suivi par la Chine, il y a quelques décennies.

Peut-on envisager dans l'avenir le retrait des États-Unis de la base militaire de Guantánamo revendiquée par Cuba ?

C'est une des revendications majeures de Cuba. La base de Guantánamo n'est pas stratégique pour les États-Unis car c'est une prison pour les terroristes politiques. Obama avait promis de la fermer vers la fin de son mandat. La restitution de la base est l'objet de la négociation en cours avec les États-Unis. Mais ils craignent que Cuba reloue cette base à la Chine ou bien à la Russie. Ce qui peut engendrer une menace pour la sécurité des États-Unis. Ils exigent donc de Cuba des garanties solides avant sa restitution avec possibilité de sanctions en cas de violation des l'accord.

Cuba, un nouvel eldorado pour les entreprises ?

Le tournant historique marqué par la reprise des relations avec les États-Unis a soulevé des attentes excessives dans le monde (aux États-Unis comme à Cuba), comme si ce processus de normalisation allait avoir des effets immédiats. Ce qui n'est qu'une illusion.

La nouvelle position des États-Unis s'applique à des cibles spécifiques, au transfert d'argent et au commerce avec le secteur privé émergent à Cuba. Elle limite le tourisme, le commerce avec l'État cubain et l'investissement à Cuba. La plupart de ces restrictions sont liées à l'embargo mis en place depuis 1962.

La marge de manœuvre d'Obama est réduite car le Congrès républicain, mais aussi le groupe de pression que constituent les Cubano-Américains, sont fermement opposés à la levée de l'embargo. Ils voient d'un œil hostile Obama céder du terrain sans obtenir de compensations. Il faut aussi tenir compte des pressions des entreprises agroalimentaires qui com-



mercent avec Cuba et qui sont, en grande partie, pour sa suppression.

Par ailleurs, le gouvernement cubain exige plusieurs conditions : la suppression de l'embargo, le retrait de Cuba de la liste des pays terroristes, des dommages et intérêts d'un montant de 180 millions de dollars à titre de réparation des effets nuisibles entraînés par l'embargo et la restitution de la base de Guantánamo. Ces exigences paraissent démesurées aux tenants du statu quo et leur donnent des armes pour le maintien de l'embargo.

Fidel et Raúl Castro ont soutenu les accusations du gouvernement du Venezuela selon lequel les États-Unis mènent une guerre pour le déstabiliser en interdisant l'entrée sur le territoire américain de six hauts responsables impliqués dans le trafic de drogue et le blanchiment d'argent sale. Le sommet des Amériques qui a lieu du 10 au 11 avril 2015 sera crucial sur ce point car il permettra de lever certains blocages.

Le processus est inscrit dans la durée et connaîtra certainement des revers et rebondissements avant la suppression définitive de l'embargo américain. ☉

«Guantánamo n'est pas stratégique pour les États-Unis, c'est une prison pour les terroristes politiques.»

Site : <http://www.mesa-lago.com/>



INTERNATIONAL EXPRESS FORMALITÉS

Parce que l'urgence dépasse le temps ...

VOTRE PARTENAIRE POUR CUBA - LÉGALISATIONS DE DOCUMENTS

67 rue de Pierrefitte - 95360 MONTMAGNY

Tél : 0826 960 992 (0,15€/mn) - Mobile : +33 (0) 760 07 26 93

www.expressformalites.eu - Email : contact@expressformalites.eu



Le retour de la diaspora cubaine sur sa terre d'origine

Auteur: Diego Mermoud

Diego Mermoud, géopoliticien, cofondateur du site internet "Vues sur le Monde" (<http://www.vuessurlemonde.com>) est également chercheur associé à l'Institut Prospective & Sécurité en Europe (IPSE). Il apporte ici un éclairage intéressant sur la diaspora cubaine très active sur l'île.

UNE DIASPORA EN MUTATION

La diaspora cubaine a longtemps été profondément anticastriste parce que les premières vagues migratoires étaient essentiellement composées d'individus appartenant à l'élite, poussés au départ pour des raisons politiques. Cette position s'est fortement reflétée dans le vote de la minorité cubaine, acquise pendant des décennies au parti républicain. Toutefois, à partir de 1980, les migrants cubains ayant traversé le détroit de Floride, l'ont fait pour des raisons principalement économiques.

Nous assistons aujourd'hui à une modification structurelle de cette communauté, qui, progressivement, se détourne d'une ligne dure face au régime castriste et du parti républicain. En effet, les premières générations, les plus virulentes, s'éteignent, les deuxièmes et troisièmes, tout comme les derniers migrants arrivés, ont, quant à elles, des positions beaucoup plus pragmatiques et pratiques vis-à-vis de leur terre d'origine. Les cartes ci-contre, montrent ce changement. Nous pouvons constater le recentrement du vote dans les quartiers cubains de Little Havana (au centre) et Hialeah (au nord), dans l'agglomération de Miami, entre

l'élection présidentielle de 2008 et 2012. Cette communauté, fatiguée par des années de conflit, souhaite aujourd'hui renouer avec ses proches restés sur l'île et avoir la possibilité de voyager librement entre les deux pays.

UNE LÉGISLATION CUBAINE EN TRANSFORMATION

Cette volonté a été entendue et encouragée par les autorités cubaines qui ont récemment effectué des modifications législatives facilitant les relations entre la population cubaine et la diaspora. L'actualisation de la loi migratoire datée du 13 janvier 2013, met fin à la Carta Blanca, un permis de sortie du territoire délivré de manière aléatoire par les autorités cubaines et qui pendait comme une épée de Damoclès sur quiconque souhaitait quitter le pays. Par ailleurs, cette nouvelle loi étend de 11 à 24 mois la possibilité de se trouver à l'étranger sans perdre son statut de résident sur l'île – ce qui permet aux Cubains désireux de migrer d'être temporellement plus libres. De plus, le statut de résident peut, depuis l'instauration de cette nouvelle loi, être demandé par les membres de la diaspora, sous certaines condi-

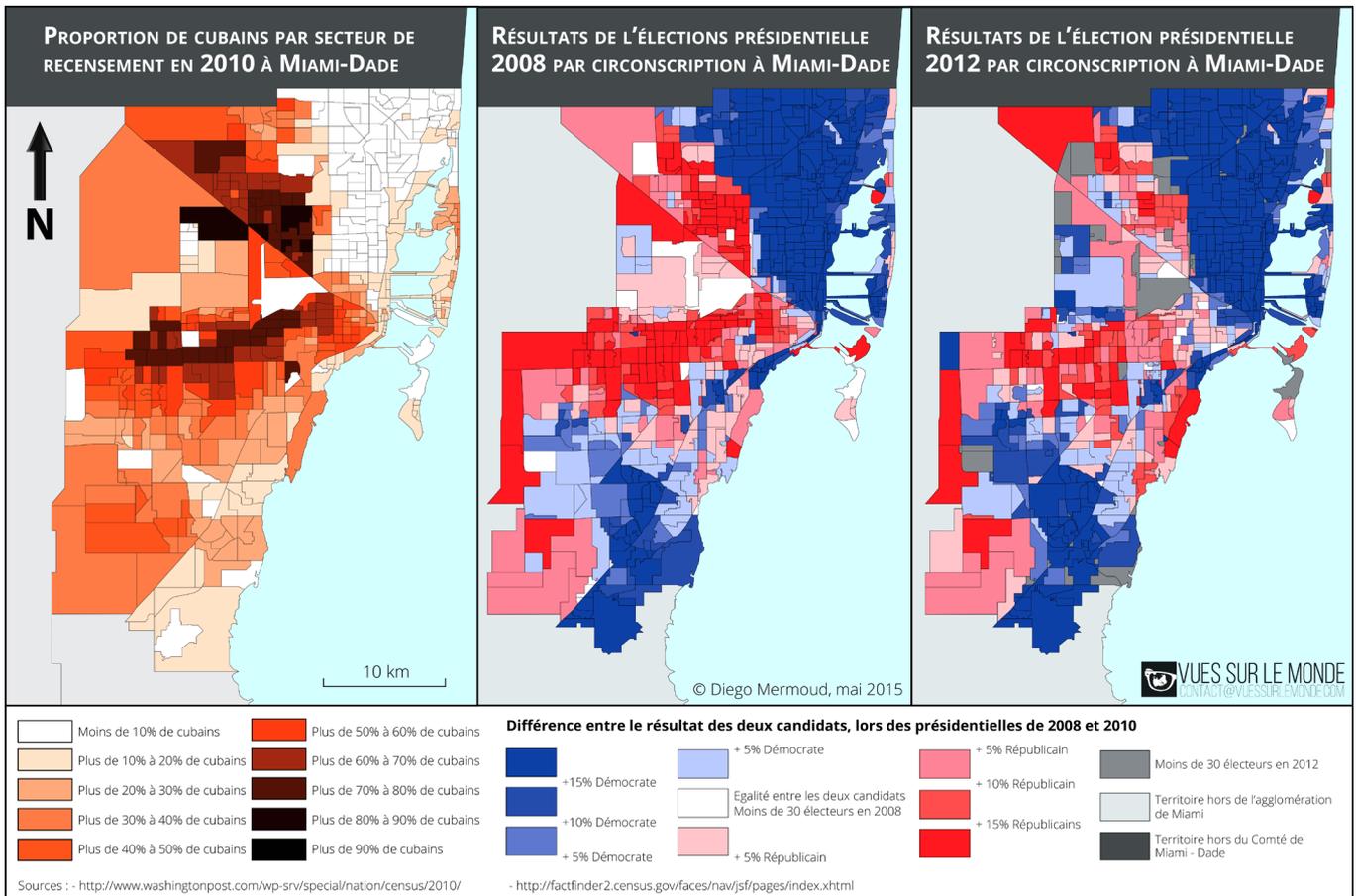
«Les autorités opèrent une ouverture économique en favorisant la diaspora face aux réels "étrangers" de l'île.»

24^e
festival
biarriz
amérique
latine
cinémas & cultures



du 28 Sept.
au 4 Oct. 2015

www.festivaldebiarriz.com



tions, afin de pouvoir se rendre sur l'île en tant que citoyen, chose qui jusqu'alors était impossible. Ces changements législatifs, couplés à la loi du logement 288 de novembre 2011 offrant la possibilité pour les Cubains de vendre et d'acheter des biens immobiliers, ont pour résultat un rapprochement structurel entre les deux communautés séparées depuis plus d'un demi-siècle.

UN RAPPROCHEMENT DÉJÀ EN COURS

Ce processus de rapprochement, peu médiatisé, est en marche. D'une part sous forme relationnelle, où les grands-parents cubains viennent, par exemple, quelques mois aux États-Unis assurer la garde des petits-enfants, et d'autre part sous une forme plus économique, où la famille vivant aux États-Unis va investir dans un projet entrepreneurial à travers ses proches qui, par exemple, ouvrent un restaurant.

Ce processus gagnant-gagnant est complété par la récupération de la résidence cubaine par une part grandissante de la diaspora. Ceci lui permet d'investir, par exemple dans un bien immobilier qui peut être utilisé comme résidence secondaire pendant les vacances et comme chambres à louer aux touristes durant son absence. La gestion étant confiée à la famille ou aux proches restés sur l'île. Le développement de cette nouvelle réalité crée de fait un rapprochement, mais également un intérêt commun à ce dégel entre les États-Unis et Cuba. Nous assistons à une normalisation progressive des relations entre les communautés, qui agit au

jour d'hui comme un véritable moteur dans la réconciliation entre deux nations.

UNE OUVERTURE AUX INVESTISSEMENTS

L'ouverture de l'île, actuellement sous le feu des projecteurs avec la visite du président François Hollande, est donc déjà en cours, mais reste encore limitée aux titulaires de la nationalité cubaine. Les autorités opèrent depuis quelques années une ouverture économique en favorisant prioritairement la diaspora face aux réels "étrangers" de l'île. Ce qui leur permet d'assurer une meilleure maîtrise des nouveaux investisseurs, en évitant une arrivée massive d'acteurs étrangers qui pourraient "acheter" le pays. L'île est en pleine mutation. Elle recherche des investissements étrangers, mais ne veut pas voir la situation lui échapper. L'arrivée d'entreprises étrangères, souhaitant saisir les opportunités de l'ouverture se fera de manière progressive, relativement lentement selon nos représentations occidentales, et sous un contrôle étroit des autorités étatiques.

Toutefois la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays antagonistes ouvre la voie à une normalisation de celles-ci, et plus largement de l'Occident avec Cuba. L'investissement étranger étant une nécessité pour ce pays, des opportunités d'investissements florissants pourront se concrétiser dans l'avenir. Ce qui permettra à Cuba, si longtemps coupé du monde et sous une forme qui reste à déterminer, de concevoir son développement économique. ☉

Le retour des investisseurs à Cuba



Secteur Tourisme

Sources: *Le Figaro* - 31 décembre 2014. *AFP* - 10 décembre 2014

LE RETOUR DES TOURISTES À CUBA EN 2014

◇◇◇◇◇◇

Cuba a accueilli en 2014 un record de 3 millions de touristes, la 3^e source de revenus pour l'île des Caraïbes qui espère une amélioration de ses activités économiques avec la détente des relations avec les États-Unis annoncée le 17 décembre 2014.

«Le travail réalisé par toutes les chaînes hôtelières, avec le concours de nos agences de voyage, les compagnies aériennes et les tour-opérateurs avec lesquels nous travaillons, nous a permis d'atteindre, le 30 décembre, les 3 millions de visiteurs internationaux, un nombre record pour notre pays qui représente une hausse de 5,3% par rapport à l'an dernier», s'est félicitée la télévision d'État. Le tourisme est la 3^e source de revenus en devises internationales pour Cuba, avec un montant de 2,5 milliards de \$ en 2013.

La première source demeure l'exportation des services médicaux pour quelque 10 milliards de \$, à destination surtout du Venezuela. Mais cette manne de revenus risque d'être affectée par la baisse des cours du pétrole qui mettent sous pression l'économie vénézuélienne. Les envois de fonds des Cubains vivant à l'étranger ont rapporté pour leur part 2,7 milliards de \$. Les autorités cubaines tablent sur une relance de

l'économie dans les mois à venir après l'annonce historique, le 17 décembre, de la décision de Washington d'entamer un rapprochement avec La Havane, après un embargo de plus de 50 ans.

Parmi les mesures annoncées pour favoriser les échanges économiques, les Américains pourront désormais utiliser leurs cartes de crédit à Cuba et les institutions américaines pourront ouvrir des comptes dans les institutions financières cubaines. L'exportation de certains matériels de communication et télécommunication sera aussi permise, dans le but de développer internet sur l'île. Les voyageurs américains pourront par ailleurs rapporter depuis Cuba jusqu'à 100 \$ de tabac, ce qui inclut, bien sûr, les célèbres cigares cubains. Si les voyages touristiques indépendants resteront à ce stade interdits, nombre de procédures seront assouplies pour les chercheurs, les enseignants ou encore les journalistes.

Un dégel total des relations commerciales entre Washington et La Havane pourrait ouvrir entre 5 et 10 milliards de \$ d'investissements pour les entreprises américaines à Cuba, selon le Peterson Institute for International Economics basé à Washington. ●

LE FILS DU "CHE" VEND DES CIRCUITS À MOTO POUR TOURISTES

◇◇◇◇◇◇

Le fils cadet du guérillero argentino-cubain Ernesto "Che" Guevara a ouvert une agence de voyages à Cuba proposant à ses clients des voyages à travers l'île communiste à moto, perpétuant la passion de son père pour les deux roues. L'agence, baptisée "La Poderosa Tours", offre depuis peu des circuits parcourus au guidon de Harley Davidson «mariant le délice de la variété des paysages de cette belle île et un contact intime avec une partie de l'histoire d'une révolution unique», signale son portail internet. De six ou neuf jours, ces tours "tout inclus" peuvent également être modulables sur demande des clients.

Agé de 49 ans, Ernesto Guevara, est le plus jeune des cinq enfants du célèbre médecin-guérillero. Avocat de profession, il est à la tête de la filiale voyages de l'entreprise publique "La Poderosa", inspirée du surnom qu'avait donné le "Che" à la moto britannique Norton 500 sur

laquelle il avait parcouru une bonne partie de l'Amérique du Sud entre décembre 1951 et juillet 1952. Ce périple déterminant dans sa prise de conscience de révolutionnaire a été immortalisé au cinéma par le Brésilien Walter Salles, *Carnet de voyages*, 2004.

L'équipe de guides de "Poderosa Tours" compte également dans ses rangs Camilo Sanchez, fils du combattant cubain Antonio Sanchez Diaz, dit "Marcos", compagnon de la dernière heure qui fut tué lors de la campagne bolivienne également fatale à l'Argentin en 1967.

Parmi les étapes incontournables des circuits proposés figurent notamment la forteresse coloniale de La Cabaña à La Havane, prise par le "Che" aux premières heures de la révolution début 1959, et Santa Clara (centre). Cette ville conquise par le guérillero en décembre 1958 abrite aujourd'hui le mausolée où repose sa dépouille. ●



Secteur Agricole & Agroalimentaire

Sources: UFP - 16 juin 2014, L'Express - 14 février 2014

1/6^E DES TERRES ARABLES EN FRICHE À CUBA

◆◆◆◆◆

Cuba dispose de plus d'un million d'hectares de terre en friche, un 6^e des terres arables de l'île, 6 ans après que le président Raúl Castro a commencé à distribuer des terrains aux paysans dans le but d'augmenter une production agricole insuffisante. Selon le rapport 2013 de l'Office national de statistiques (ONE) sur ce sujet, des 6,3 millions d'hectares que compte le pays, 2,65 millions sont cultivés, 2,65 millions sont dévolus au pâturage et 1,046 million est en friche.

En 2008, Raúl Castro avait lancé un programme d'attribution en usufruit de terres en friche aux paysans afin de stimuler la production alimentaire. Cuba importe près de 80 % des

aliments qu'elle consomme, pour un montant de 1,8 milliard de \$ annuels. 55% de ces terres inutilisées sont aux mains de coopératives agricoles publiques (574 000 ha) dont 24 % (278 000 ha) appartiennent à des coopératives usufructières. Les agriculteurs ayant reçu des terres en usufruit ont laissé 106 000 ha en friche (10,6%), tandis que les petits paysans privés disposent de 96 000 ha inutilisés (9,2%). Les récoltes en 2013 ont été inférieures à ce qui était prévu pour couvrir le panier alimentaire de base subventionné: la production de riz s'est élevée à 81% de l'objectif, les haricots 65%, le lait 88% et le café 73%, selon ce rapport annuel. ○

FESTIVAL International CUBANO

Orange France

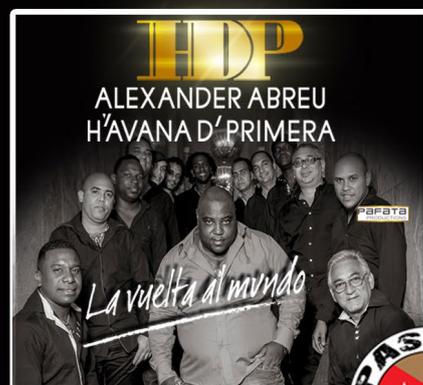
30 Oct -1 Nov

SHOWS - CONCERTS - SOIRÉES

CONFÉRENCE - CONCOURS DE RUMBA

COURS DE DANSES (avec musique live)

www.festival-international-cubano.com



LE ROI DU SUCRE REVIENT À LA HAVANE

◇◇◇◇◇◇◇◇

Alfonso Fanjul a quitté Cuba lorsqu'il était jeune homme, laissant derrière lui les belles demeures et les vastes champs de canne à sucre de sa famille, confisqués par le régime communiste de Fidel Castro. Exilé aux États-Unis, il a édifié un empire sucrier encore plus vaste, amassé l'une des plus grosses fortunes d'Amérique du Nord et s'est lié avec des membres du Congrès et des présidents qu'il a fait bénéficier de ses largesses. Blessé par le départ forcé de sa famille de Cuba, il est devenu l'un des principaux fondateurs du mouvement anti-Castro aux États-Unis.

Or contrairement à tout ce que l'on pourrait imaginer, "Alfy", comme on le surnomme, aujourd'hui âgé de 76 ans, se met à réévaluer ses vieux griefs. Il commence à voir en Cuba un lieu où les hommes d'affaires américains, et lui en particulier, pourraient envisager d'étendre leurs activités. Discrètement, sans tambour ni trompette, Fanjul s'est rendu sur son île natale pour discuter avec de hauts responsables cubains. « S'il y a un moyen de replanter le drapeau familial à Cuba, j'en serais heureux », a-t-il confié lors d'un de ses rares entretiens.

Cette volte-face constitue une évolution stupéfiante pour le réseau d'exilés qui contrôle les relations américano-cubaines depuis des décennies et joue un rôle déterminant dans les campagnes présidentielles américaines. Fanjul se retrouve à l'avant-garde d'un groupe d'investisseurs américains ultra-fortunés qui ont des racines dans l'île et dont les intérêts économiques et l'influence politique poussent les deux pays à un dégel.

Fanjul affirme que sa première motivation, en se rendant à Cuba, est de « réunir la famille cubaine », c'est-à-dire la diaspora et les Cubains demeurés sur l'île. Il ajoute que les affaires ne viendront que s'il y a des avancées politiques et diplomatiques. « La famille [Fanjul] est restée à Cuba pendant cent cinquante ans et, oui, au bout du compte, j'aimerais voir notre famille revenir à Cuba, où nous avons débuté... Mais il faut que les circonstances s'y prêtent », confie-t-il.

Fanjul vit à Palm Beach, en Floride. Il est résident permanent aux États-Unis, mais possède la nationalité espagnole. Les actifs de sa famille comprennent Domingo Sugar et des raffineries aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Fanjul s'est rendu à Cuba en avril 2012 et en février 2013 dans le cadre d'une délégation de la Brookings Institution, un groupe de réflexion de Washington qui a publié récemment des articles dénonçant la politique américaine et appelant le gouvernement Obama à relâcher encore les sanctions [l'interdiction des relations commer-



ciales, sauf en ce qui concerne les produits alimentaires et les médicaments].

À La Havane, Fanjul a rencontré le ministre des Affaires étrangères, et visité des exploitations agricoles publiques et une raffinerie de sucre avec des fonctionnaires. Contrairement à la plupart des Américains d'origine cubaine qui se rendent dans l'île, Fanjul a un accès direct à certains des décideurs les plus importants aux États-Unis. Une fois revenu de son premier voyage, il a rencontré sa bonne amie Hillary Clinton, à l'époque ministre des Affaires étrangères, pour lui faire part de son changement d'opinion.

Les jeunes Américains d'origine cubaine, en particulier ceux qui sont nés aux États-Unis, semblent aujourd'hui s'écarter de la ligne pure et dure de leurs parents et de leurs grands-parents. Les récentes initiatives de Fanjul montrent que même certains des exilés les plus réfractaires sont en train de changer.

Au moment où Fanjul s'est rendu à Cuba avec Brookings, le président Raúl Castro appelait à redynamiser rapidement l'industrie sucrière de l'île, moribonde. Pour la première fois depuis la révolution de 1959, il a autorisé les entreprises étrangères à participer à la production de sucre, et les sociétés brésiliennes vont probablement en profiter pour s'installer à Cuba. D'après Fanjul, ses voyages dans l'île n'ont aucun rapport avec cette décision, mais les experts pensent que les Cubains espèrent séduire la famille Fanjul pour plusieurs raisons. « Le gouvernement cubain ne peut relancer son industrie sucrière qu'avec une injection de capitaux étrangers, explique Philip Brenner, professeur d'université américain spécialiste de la politique et de l'économie cubaines. Les raffineries cubaines sont vieilles et totalement inefficaces, et le pays a besoin de modernisation et de mécanisation pour accroître sa productivité. » En se rendant sur l'île, Fanjul a pu se faire une idée non seulement des possibilités commerciales mais aussi d'autres ouvertures, confie-t-il. ○



Secteur Automobile

Source: Tribune de Genève - 15 janvier 2015

À DETROIT, LES GÉANTS DE L'AUTOMOBILE RÊVENT DE CUBA

◇◇◇◇◇◇◇◇

«Nous allons étudier toute opportunité qui va se présenter à nous à Cuba», indique Patrick Morrissey, un porte-parole de General Motors, 1^{er} groupe automobile américain. «Nous allons déterminer l'impact potentiel (du dégel) pour l'industrie automobile» et «n'écartons rien pour l'instant», lance Christine Becker, une porte-parole de Ford, autre membre du Big Three.

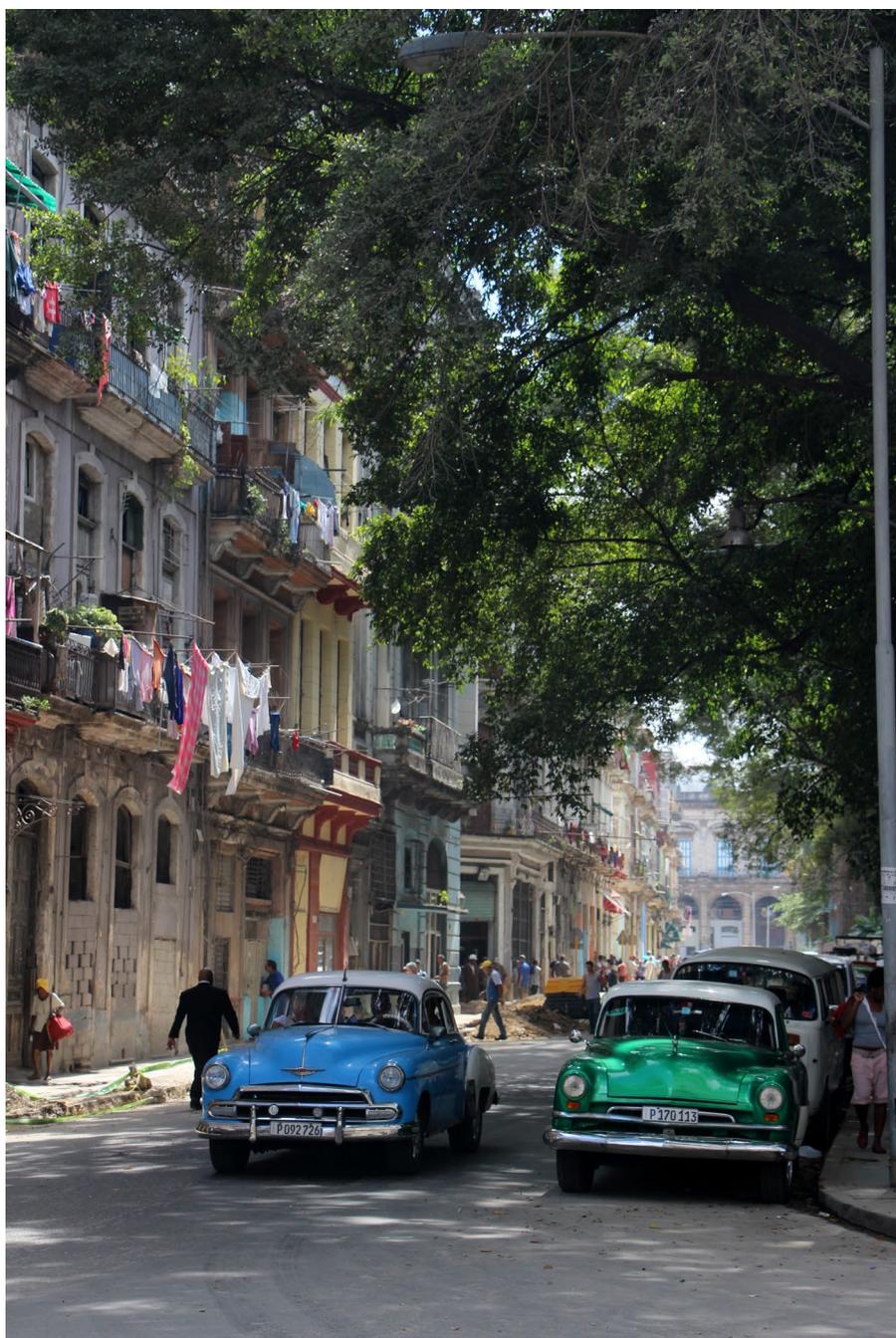
Le constructeur sud-coréen Kia Motors ne cache pas son intérêt et fait savoir qu'il adaptera sa stratégie vis-à-vis de l'île en fonction de l'évolution de la situation diplomatique.

Les Cubains apprécient les voitures américaines et auront besoin de remplacer les Chevrolet des années 50 qui circulent sur l'île, côtoyant des voitures de l'ancienne Europe de l'est, chinoises et quelques modèles occidentaux récents vendus par l'État.

Nombre de professionnels et d'industriels du secteur estiment que l'arrivée sur le marché cubain des grands constructeurs automobiles, présents dans des États voisins, est obstruée. GM, Ford, Volkswagen, FCA US (ex-Chrysler), Toyota ou encore Kia y seront confrontés à un gros problème d'infrastructures et de logistique. «Comment est le réseau routier cubain? Comment mettre en place un réseau de concessionnaires? Faut-il exporter de Floride? Quels types d'infrastructures faut-il construire? Beaucoup de questions sans réponses», fait valoir l'analyste Jessica Cadwell. À ces nuages, s'ajoute la question cruciale de l'état de l'économie cubaine et le pouvoir d'achat des ménages. La croissance de l'île bat de l'aile (1,3% en 2014). La voiture la moins chère aux États-Unis, la Nissan Versa, vaut aux alentours de 11 000\$, ce qui représente une petite fortune pour la classe moyenne cubaine, selon les experts.

Les Cubains peuvent depuis trois ans vendre et acheter des véhicules d'occasion mais, d'après Akshay Anand, analyste au sein du cabinet américain Kelley Blue Book, à peine une centaine de véhicules neufs ont été vendus à Cuba en 2014. Les routes restent dominées par les «belles américaines» des années 50 comme les Pontiac, Plymouth, Dodge et autres Chevrolet.

Le pays est vu comme un eldorado potentiel, après le dégel des relations avec les États-Unis. L'obstacle principal reste la pauvreté. ○



Secteur Infrastructure portuaire

Source: AFP - 27 janvier 2014

AVEC LE "MÉGA-PORT" DE MARIEL, CUBA S'OUVRE À L'AVENIR, MALGRÉ L'EMBARGO AMÉRICAIN

Avec ses 700 premiers mètres de quai inaugurés en janvier 2014, le "méga-port" de Mariel, à 45km à l'ouest de La Havane est présenté comme le symbole de l'ouverture de Cuba vers l'avenir et la modernité, malgré l'embargo américain.

Mais pour devenir plus qu'un symbole, Mariel et sa zone franche devront surmonter un handicap majeur: le manque d'investissements et le sévère embargo financier et commercial imposé depuis un demi-siècle par Washington à Cuba communiste. Mariel, célèbre pour avoir été le théâtre d'un exode massif de Cubains en 1980, est le premier "méga-port" des Caraïbes et mise sur l'extension du canal de Panama, prévu en 2015, pour servir de point de distribution des marchandises venues d'Asie vers l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Afrique.

Plus grand projet d'infrastructures jamais lancé à Cuba, le port de Mariel couvre 465km², avec sa zone d'entreprises. Construit par le groupe brésilien Odebrecht grâce à un crédit brésilien de 600 millions de\$, il a été inauguré en présence de la présidente brésilienne Dilma Rousseff, en marge du 2^e sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Cecelac), dont Cuba a assumé la présidence en 2013. «Le Brésil est fier de s'associer à Cuba dans ce projet, le premier grand port terminal de conteneurs des Caraïbes», a souligné la présidente brésilienne après avoir coupé le ruban d'inauguration aux côtés de son homologue cubain Raúl Castro. Le port sera géré par l'entreprise PSA International, de Singapour, qui gère déjà certains des plus grands ports du monde.

Mariel est destiné à recevoir en provenance d'Asie les navires "Postpanamax" qui peuvent transporter jusqu'à 12000 conteneurs, avant d'en redistribuer les marchandises à travers l'Atlantique. Et permettre à Cuba de renouer avec la tradition de centre commercial névralgique qu'elle occupait à l'époque de l'empire colonial

espagnol en Amérique latine.

A terme, le port et ses 2400 mètres de quais devraient permettre de traiter un million de conteneurs par an. Une zone franche est prévue pour accueillir les investisseurs étrangers, qui devraient bénéficier de nouvelles conditions avec une loi qui doit sortir en mars. Les autorités cubaines ont indiqué qu'elles visaient une clientèle d'entreprises de haute technologie, notamment dans l'agro-industrie, les biotechnologies et l'informatique.

Selon la directrice de la Zone de Développement spécial (ZED) de Mariel, Ana Igarza, «des propositions d'investissements» ont déjà été présentées par des entreprises du Brésil, du Mexique, d'Argentine, du Chili et de la République dominicaine. Une base logistique est déjà en place pour les entreprises étrangères de recherche pétrolière. Une autoroute et une voie ferrée reliant le port à La Havane sont encore en construction.

Mais tous ces projets nécessitent des capitaux qui font encore cruellement défaut à Cuba, notamment en raison de l'embargo américain qui réduit considérablement les candidats au marché cubain. «Il nous faut des investissements de l'ordre de 3 milliards de dollars par an», a récemment jugé l'économiste cubain Juan Triana, de l'université de La Havane.

Les efforts d'ouverture lancés par Fidel Castro dans les années 90, après la chute de l'empire soviétique, n'ont pas donné les résultats espérés et le nombre d'entreprises étrangères opérant à Cuba est en forte réduction, diminué de moitié ces dernières années. Une séance extraordinaire du Parlement a été convoquée en mars pour approuver une nouvelle loi sur les investissements étrangers, qui devrait notamment prévoir la fin des joint-ventures avec des entreprises cubaines qui sont jusqu'à présent la règle pour tout investisseur étranger. ☉

VUES SUR LE MONDE

UN MÉDIA PARTICIPATIF LIBRE ET INDÉPENDANT

CONTACT@VUESSURLEMONDE.COM

WWW.VUESSURLEMONDE.COM

f VSLMONDE @VSLMONDE

Secteur Médias

Source: *La lettre de l'audiovisuel* - 11 février 2015

NETFLIX SE LANCE À CUBA

◇◇◇◇◇◇◇◇

Netflix a commencé à fonctionner à Cuba, un nouveau signe de la normalisation des relations entre l'île communiste et les États-Unis.

Dans son communiqué, Netflix dit avoir pris cette décision «alors que l'accès à Internet s'améliore et que les cartes de crédit et de débit deviennent plus largement accessibles» à Cuba.

Les Cubains désireux de s'abonner à Netflix doivent en effet disposer «de connexions internet et d'un accès à des méthodes de paiement internationales», précise-t-il. Il ne chiffre pas la taille de ce marché potentiel mais celui-ci pourrait s'avérer restreint. L'accès internet reste en effet très limité à Cuba. Les connexions privées sont très strictement encadrées par l'État et ne concernent que 3,4% des foyers, selon l'Union internationale des Communications. Le prix annoncé par Netflix, à partir de 7,99\$ par mois, pourrait également s'avérer prohibitif dans un pays où le salaire mensuel moyen tourne autour de 20\$. «Nous ne

travaillons pas avec le gouvernement cubain», a assuré une porte-parole du groupe américain à l'AFP. «Notre arrivée sur le marché est un signe de notre confiance dans les réformes en cours à Cuba, et dans le fait que l'assouplissement des restrictions sur les entreprises américaines (voulant opérer dans l'île) vont conduire à des investissements rapides là-bas, y compris pour améliorer les infrastructures».

La Havane et Washington ont annoncé mi-décembre le début d'un rapprochement diplomatique. Cela a débouché un mois plus tard sur l'allègement d'une série de restrictions commerciales frappant l'île communiste. Netflix comptait fin décembre plus de 57 millions de clients dans une cinquantaine de pays, dont 5 millions en Amérique latine où il est présent depuis 2011. Il avait annoncé en janvier 2015, son intention d'accélérer son développement à l'international, avec l'ambition d'achever son expansion à l'étranger et surtout de tenter d'être présent sur tous les marchés du monde d'ici deux ans. ○

Secteur Biens d'investissement

Source: *Le bulletin européen du Moniteur* - 20 avril 2015

CUBA A BESOIN DE 2,5 MILLIARDS DE \$ D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS PAR AN

◇◇◇◇◇◇◇◇

Alors que l'île devrait être prochainement retirée de la liste noire des États-Unis et s'ouvre progressivement aux capitaux internationaux, le ministre du Commerce extérieur cubain, Rodrigo Malmierca, a indiqué, le 9 avril, que son pays avait besoin de 2,5 milliards de \$ (2,3 milliards d'euros) d'investissements étrangers par an pour stimuler sa croissance et soutenir son modèle économique. «L'investissement étranger est un élément actif et fondamental pour la croissance de secteurs et activités économiques ciblés», a-t-il ajouté lors d'un forum économique avant le Sommet des Amériques. Le ministre a d'ores et déjà identifié 246 nouveaux projets d'investissements d'une valeur totale de 8,7 milliards de dollars répartis dans 11 secteurs définis comme «hautement prioritaires» et parmi lesquels figurent les énergies renouvelables, la construction et le tourisme.

Un document publié en 2014 par le ministère du Commerce extérieur recense 56 projets touristiques, dont la plupart consistent en la construction d'hôtels et de villages de vacances. Dans les transports, les investissements devraient être concentrés sur la modernisation des réseaux routiers et ferroviaires, déjà bien développés, ainsi que sur le développement des aéroports et des ports pour les mettre en conformité avec les normes internationales. Les industriels du BTP sont également concernés. Parmi les projets recensés figurent la construction et l'exploitation, en partenariat avec des entreprises locales, de deux cimenteries ainsi que d'autres projets d'usine de production de matériaux.

Portfolio de projets du ministère cubain du Commerce extérieur (en anglais): <http://tinyurl.com/cubaprojets2014> (tourisme p. 58, transports p. 98, construction p. 108). ○

Secteur Industrie pharmaceutique

Source: AFP - 25 novembre 2013

MÉDICAMENTS À CUBA, DE LA PÉNURIE À L'EXPORTATION

Cuba est devenu exportateur de médicaments, loin de la pénurie qui touchait les Cubains il y a 10 ans, même si le régime communiste importe encore le tiers de sa consommation, selon les spécialistes du secteur. « Trouver en pharmacie les médicaments que prescrit le médecin est beaucoup plus facile qu'il y a 10 ans, mais on ne trouve pas tout, beaucoup de gens ont recours à des revendeurs ou se les font envoyer de l'étranger », affirme à l'AFP Gisela Vazquez, une infirmière de 44 ans.

La production et la commercialisation de produits pharmaceutiques est entièrement entre les mains de l'État qui a procédé depuis le début des années 2000 à de gros efforts d'investissements pour promouvoir la recherche et le développement de médicaments. Aujourd'hui, les médicaments représentent le deuxième poste d'exportation de produits pour Cuba, derrière le nickel, avec quelque 600 millions de \$ par an, le double des exportations de deux de ses produits vedettes, les cigares et le rhum. Sur les 881 médicaments constituant la pharmacopée officielle, 583, soit 66 %, sont fabriqués localement. Avec de plus quelques vaccins et produits innovateurs développés au sein d'un complexe biopharmaceutique modèle en Amérique latine.

« On trouve pratiquement toujours les médicaments génériques pour les maladies chroniques comme l'hypertension ou le diabète », reconnaît María Fernandez, âgée de 58 ans. Elle dépense chaque mois 13 pesos (0,5 \$) de sa retraite de 268 pesos (11 \$) pour soigner ses problèmes de tension artérielle. Mais elle confesse qu'elle doit parfois recourir au marché noir pour acheter des comprimés d'analgésique ou de vitamine C, à des coûts qui n'ont rien à voir avec les prix subventionnés pratiqués dans les pharmacies d'État.

Le roi du marché noir est le méprobamate, un anxiolytique et relaxant musculaire, controver-

sé en raison du risque d'accoutumance et d'intoxication. Le régime a décidé de le retirer du marché, mais il reste en vente de manière illégale. « Beaucoup de gens en achètent pour l'envoyer à leur famille aux États-Unis », assure María Fernandez.

Si la production de médicaments a pratiquement doublé entre 2007 et 2010, selon les plus récentes données de l'Office national des statistiques (ONE), Cuba continue d'importer chaque année quelque 300 millions de dollars de matières premières ou de médicaments non produits localement. « Nous travaillons au renforcement de l'industrie nationale pour acquérir toujours plus d'indépendance de ce point de vue », a récemment indiqué à la télévision José Velez, directeur du département des médicaments au ministère de la Santé. La majeure partie de ces médicaments importés sont ensuite vendus à des prix subventionnés ou délivrés gratuitement, souligne José Fernandez, vice-président du groupe d'entreprises d'État Bio-CubaFarma. Ainsi, le groupe achète une dose d'insuline à 5 \$ pour la revendre à 1,25 pesos, soit 0,05 \$. Le traitement aux anticorps pour les personnes atteintes d'un cancer du sein est fourni gratuitement, alors qu'il coûte entre 35 000 et 45 000 \$. Les médicaments aux malades du sida sont également fournis gratuitement.

Loin des années de pénurie, Cuba souffre aujourd'hui d'une sur-médication. Les quelque 3 000 pharmacies d'État reçoivent chaque mois dix millions de clients, soit 15 à 20 millions de prescriptions médicales, pour un pays de 11,1 millions d'habitants, selon la télévision publique. Vols et détournements alimentent également un marché noir qui, par définition, échappe aux statistiques et fait l'objet de campagnes télévisuelles pour mettre en garde les Cubains contre l'automédication et la surconsommation. ◉

**NATIONS
EMERGENTES**

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL

« Ne manquez pas votre prochain numéro spécial Taiwan! »

N°26

www.nations-emergentes.org

Les clés

Faire des affaires avec Cuba ne s'improvise pas et exige une bonne préparation, des recherches documentaires et des rencontres ciblées. Il est recommandé de prendre des contacts avec les nombreuses associations économiques liées à la grande île qui peuvent être un bon relais pour faire ses premiers pas. À cet égard, le service économique de l'Ambassade de France à Cuba peut vous être utile pour nouer des contacts. Il est indispensable de bien vérifier la solvabilité de vos clients avant la livraison. Le pays connaît une pénurie de devises – ce qui peut entraîner des risques de paiement.

Depuis 1995, Cuba est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle est membre de l'Association latino-américaine (ALADI) et a signé des accords bilatéraux préférentiels avec le Chili et l'Argentine.

Le pays a signé un accord de coopération avec le Venezuela, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Depuis 2000, le Venezuela a pris une importance stratégique pour Cuba, le pétrole vénézuélien s'est substitué en partie à la manne soviétique : selon les termes de l'accord bilatéral signé en 2000, Caracas fournit plus de 90 000 barils par jour (65 % des besoins de l'île) au prix préférentiel de 27 \$ le baril – quelles que soient les fluctuations du marché. En 2008, cela a représenté une subvention de 2,5 milliards de dollars. De son côté, Cuba soutient les programmes sociaux du Venezuela en envoyant 40 000 professionnels (médecins, professeurs techniciens) pour des missions de deux ans, ce qui lui rapporte 5 milliards de dollars par an.

Quant à la Chine, elle importe du sucre, du nickel, des produits biotechnologiques et exporte autobus et équipements électroménagers. Elle joue un rôle crucial en accordant des prêts à Cuba.

① LA RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES

◇◇◇◇◇◇◇◇

Un cadre strict

Avant d'importer un produit étranger, l'acheteur cubain doit vérifier que ses demandes ne peuvent être satisfaites par la production nationale – y compris celle des sociétés mixtes qui bénéficient d'une priorité de droit. Il doit ensuite disposer de toutes les informations techniques relatives au matériel proposé, avoir des renseignements sur l'entreprise étrangère, sur la personne physique qui prospecte, sa fonction et sa représentativité au sein de l'entreprise.

L'importateur doit utiliser le contrat type provenant du ministère du Commerce extérieur (MINCEX) et suivre les dispositions. Les importateurs cubains privilégient le principe de vente FOB. L'origine des marchandises doit être mentionnée.

L'importation est limitée aux entreprises cubaines et aux sociétés mixtes qui ont une licence d'importation délivrée par le MINCEX et portant sur un groupe de produits bien spécifiés.

Le contrat ne peut être signé qu'après l'avis du "comité des contrats". Si le montant dépasse le plafond autorisé, alors le projet est soumis au comité du ministère concerné voire interministériel.

② LES TARIFS ET PRATIQUES DOUANIERS

◇◇◇◇◇◇◇◇

Un contrôle administratif

Le cadre des échanges est très encadré et strict. L'État exerce un contrôle sur la délivrance des licences, les comités d'importation et les filières. Il détermine les secteurs prioritaires dans un contexte de pénurie de devises.

Le système de tarification de Cuba est défini dans la Loi 124, tandis que les fonctions et les opérations liées au système des douanes sont définies dans la Loi 162. Ces lois et les règlements s'y rattachant établissent les exigences relatives aux licences d'importation, les droits à l'importation et les procédures de dédouanement. Cuba applique des droits de douane ad valorem suivant la classification des droits à l'importation qui se fonde sur un système harmonisé et les

codes de ces droits comptent 8 chiffres.

Les droits de douane

Deux types de droits de douane :

Le tarif général qui s'applique aux pays qui ne sont pas membres de l'OMC. Il peut s'élever de 3 à 16% et peut atteindre 40% pour certains produits comme par exemple, les produits agricoles, les vêtements, les boissons...

Le tarif de la nation la plus favorisée (NPF). Il s'applique aux marchandises provenant de la France. Il est de 10,7%.

Des tarifs réduits sont appliqués sur les valeurs CIF pour les produits provenant des pays membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) avec lequel Cuba a signé des accords de coopération.

Ces droits de douane sont à la charge de l'importateur et payable en CUC ou en peso cubain en fonction du type d'entreprise importatrice. En plus de ces droits, les douanes perçoivent sur toute importation une taxe de dédouanement de 0,35% sur la valeur CIF.

Les documents accompagnant l'importation

Pour exporter les produits vers Cuba, il est essentiel d'avoir les documents nécessaires et de se conformer à la réglementation en vigueur. Des divergences mineures peuvent mener à la confiscation de vos marchandises. Une documentation rigoureuse vous permet de réduire les erreurs et les retards. Les principaux documents exigés sont :

- La facture commerciale en euros et en dollars, déclarant les composants de la valeur (valeur de la marchandise selon l'incoterm, le fret et le coût de l'assurance).
- Un certificat d'origine pour bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée.
- Un connaissance ou une lettre de transport aérien.
- Les licences d'importation.
- Un certificat d'assurance.

- Une autorisation de la banque.

Ces documents doivent être intégrés dans la déclaration d'exportation, avec le contrat de vente.

③ ÉTIQUETAGE



Il est important que vos produits respectent toutes les exigences en matière d'étiquetage. Un détail qui pourrait vous paraître peu significatif peut retarder la procédure de dédouanement. Le meilleur moyen de vous assurer que votre étiquetage est conforme est de demander à votre client de le vérifier. Cela vous permet de vous protéger en précisant, dans le contrat, que le client doit approuver des échantillons de vos étiquettes.

④ LES MOYENS DE PAIEMENT



Les meilleures monnaies de facturation sont l'Euro, le dollar canadien et la livre sterling.

Les conditions de paiement

Il est conseillé d'effectuer le paiement d'avance et de demander des acomptes à la commande. ☺

CONTACTS CLÉS

- Douane cubaine
<http://www.aduana.co.cu/>
- Ambassade de France à Cuba
<http://www.ambafrance-cu.org/>
- Les organismes de normalisation
<http://www.nc.cubaindustria.cu/>
- Ministère du Commerce extérieur
http://www.ecured.cu/index.php/Ministerio_del_Comercio_Exterior_y_la_Inversi%C3%B3n_Extranjera
- La Chambre de Commerce de Cuba
<http://www.camaracuba.cu/index.php/es/>
- Formalités IEF
<http://expressformalites.eu/IEF/Cuba.html>

MOYENS DE PAIEMENT	AVIS	REMARQUES
Chèque	À proscrire	Moyen de paiement non fiable
Chèque de banque		Il existe un risque de paiement de la part de la banque cubaine émettrice
Virement swift	À conseiller	
Lettre de change	À conseiller	
Billet à ordre	À proscrire	Peu utilisé à Cuba
Contre-remboursement		Il n'existe pas à Cuba
Encaissement documentaire	À proscrire	Très peu utilisé dans le pays
Crédit documentaire irrévocable		Il ne couvre pas le risque. C'est un moyen de paiement très utilisée pour le commerce avec Cuba
Lettre de stand-by		Très peu utilisée à Cuba



Cuba d'aujourd'hui

Auteur : J. Francisco Rodríguez Queiruga, Président de la Chambre de Commerce latino-américaine en France

Le 30 mai 2014, la presse économique faisait écho de l'amende de 10 milliards de \$ que BNP Paribas devait payer aux États-Unis, du fait du maintien de ses relations économiques avec Cuba en dépit de l'embargo. Mais cette affaire est arrivée pendant que les États-Unis négociaient secrètement avec les frères Castro la levée de l'embargo dont tout le monde se félicite aujourd'hui. Dans ces circonstances nous sommes en droit de nous demander si cette amende est légitime, d'autant que l'île est visitée chaque année, par un nombre important de touristes nord-américains, via le Canada. En outre, la France a signé un accord en 1997 avec les autorités politiques de Cuba, pour encourager et pour protéger les investissements, les transferts de technologies et les transferts monétaires, mais aussi pour garantir la libre exploitation des concessions de prospection, d'extraction et d'exploitation et transformation des matières premières. En tant qu'État souverain et allié des US, l'amende infligée à BNP Paribas paraît inacceptable. Une autre société française, Pernod Ricard qui est un exemple d'implantation réussie avec sa marque Havana-Club, développée avec la corporation Cuba Ron, a aussi souffert des conséquences de l'embargo car sa marque ne pouvait pas s'exporter vers les États-Unis, ce qui l'a contrainte à créer une nouvelle marque pour le marché américain : «Havanista».

Depuis peu, tout cela semble appartenir au passé, quoi qu'il ne soit peut-être pas ce que nous imaginions, car pendant la durée de l'embargo, les relations commerciales entre Cuba et les US se sont maintenues et même développées de manière assez fluide. En mai 2007, le volume des échanges américano-cubain atteignait 2,4 milliards de \$ et l'importation de produits agricoles 7,8 millions de T, incluant le riz, les haricots, le maïs, les céréales, les œufs et le poulet. Les États-Unis sont devenus le 3^e fournisseur de Cuba avec 11% des importations selon les périodes. La plupart des importations agroalimentaires à Cuba viennent des États-Unis et le gouvernement américain a autorisé la mise en vente sur le marché de deux vaccins élaborés à Cuba, devenu un grand exportateur de médicaments génériques. Il est évident, au regard de ce qui vient d'être dit, que pendant la période obscure des relations diplomatiques et commerciales cubaines, les États-Unis ont pris - de manière un peu irrégulière vis-à-vis du droit de la concurrence - des positions privilégiées sur l'île. Il ne s'agit pas d'un nouveau marché qui s'ouvre aux investisseurs européens, russes ou chinois, même les indiens y sont déjà. Il s'agit d'une lutte acharnée pour prendre des places de choix dans la géopolitique des Caraïbes et de l'Amérique du Sud, où UNASUR se révèle comme l'interlocuteur obligatoire dans les prochaines années pour les affaires latino-américaines. De quoi a-t-on besoin sur l'île? Selon l'AFP, Cuba a besoin de 2000

à 2500 millions de dollars annuels d'investissements étrangers directs. La première mesure pour faciliter l'arrivée d'investisseurs fut la création récente de la Zone Spéciale de Développement de Mariel. C'est là un signal clair de l'ouverture de l'économie cubaine. Les atouts de Cuba: un des attraits majeurs de Cuba est son positionnement face au marché énorme que constituent les États-Unis. Le pays met à disposition des investisseurs le soutien de centres de recherches scientifiques et techniques, ainsi qu'un capital humain fortement éduqué, et donc capable d'assimiler avec rapidité les nouvelles technologies.

Il est important que les pays européens, dont la France, se positionnent sur cette zone, en apportant des capitaux et du savoir-faire. Mais pour franchir les barrières interculturelles, il faut disposer d'une bonne méthode. Par exemple, ces derniers mois, les pays qui ont entamé une lutte acharnée pour être présents sur l'île sont l'Espagne, l'Italie, la Chine, le Panama, le Brésil, le Mexique, le Canada, la Russie, la France et le Portugal (5 pays de langues ibériques ont pris des positions face à des monstres comme la Chine ou la Russie, sur des projets qui touchent des secteurs clés comme l'industrie, la logistique et les énergies renouvelables. La Zone Spéciale de Développement de Mariel, située à environ 45 km à l'ouest de la capitale cubaine, est réalisée par Odebrecht, une entreprise du BTP brésilienne. Elle compte sur le financement de la Banque Nationale de Développement Économique et Sociale. Une fois terminée, cette zone comprendra 6 terminaux portuaires, une infrastructure logistique pour le pétrole, un chantier naval, un club nautique et plusieurs postes d'amarrages au service de la flotte auxiliaire. Dans ce "méga-port", pourront accoster les grands navires capables de transporter plus de 12 mille containers. Dans les circonstances actuelles, l'un des éléments clés d'une croissance équilibrée et hors des conflits sera la formation adéquate du capital humain.

La Chambre de Commerce latino-américaine de France a longuement travaillé sur le sujet de l'adaptation et la transmission interculturelle car la mobilité professionnelle des populations demande l'acquisition de compétences spécifiques et des outils qui vont faciliter la transmission. Pour vous apporter les clés qui vous permettront de bénéficier d'une bonne formation ou préparation à l'expatriation, nous avons mis au point un test linguistico-culturel et comportemental (ALPHA), présenté à l'UNESCO en février 2015, dont l'analyse des résultats permet de trouver l'approche nécessaire - tant sur le plan de la formation et que du comportement - pour réussir l'implantation en Amérique latine et les Caraïbes, dont Cuba. Conscients des enjeux que représente pour vous la zone des Caraïbes, nous conseillons aux entreprises d'utiliser notre système d'analyse: ALPHA. ◉

<http://www.cclam.org>



SECTEUR AGRICOLE & AGROALIMENTAIRE

SIAL BRAZIL

Lieu : Sao Paulo (Brésil)
22/06/2015 au 25/06/2015
Secteur : produits alimentaires,
machines emballage...
Site : www.btsinforma.com.br
Mail : falecom@btsmedia.biz

SITE VINITECH AMERICA LATINA

Lieu : San Francisco de Mostazal
(Chili) - Juin 2015
Secteur : produits alimentaires,
agriculture, pêche, sylviculture...
Site internet : www.fisa.cl
Mail : finfo@fisa.cl

AGRO EXPO

Lieu : Bogota (Colombie)
9/07/2015 au 20/07/2015
Site internet : www.corferias.com
Mail : info@corferias.com

EXPO ALIMENTARIA

Lieu : Lima (Pérou)
26/08/2015 au 28/08/2015
Site internet : www.adexperu.org.de
Mail : jasin@adexperu.org.de

SECTEUR BIENS D'ÉQUIPEMENT & BIENS DE CONSOMMATION

FIHAV

Lieu : Havane (Cuba)
1/11/2015 au 7/11/2015
Secteur : salon multisectoriel
Site internet : www.pcalco.com
Mail : pabexpo1@palco.cu

EXPO PRADO

Lieu : Montevideo (Uruguay)
9/09/2015 au 20/09/2015
Secteur : salon multisectoriel
Site internet : www.aru.com.uy
Mail : info@expoprado.com

SECTEUR CONSTRUCTION

FERIA INTERNACIONAL QUITO CONSTRUCCION

Lieu : Quito (Équateur)
Secteur : techniques de construc-
tion, matériaux de construction
16/09/2015 au 20/09/2015
Site internet : www.camara-construccionquito.ec
Mail : presidencia@camicon.ec

SECTEUR COSMÉTIQUE

NATURAL TECH

Lieu : Sao Paulo
10/06/2015 au 13/06/2015
Secteur : technique médicale, san-
té, cosmétique, hygiène du corps
Site internet : www.franca.com.br
Mail : feiras@franca.com.br

BELLEZA & SALUD

Lieu : Bogota (Colombie)
19/08/2015 au 23/08/2015
Site internet : www.corferias.com
Mail : feiras@corferias.com

SECTEUR ÉNERGIE

ENER SOLAR BRASIL

Lieu : Sao Paulo
22/07/2015 au 24/07/2015
Secteur : énergie conventionnelle &
renouvelable
Site internet : www.zeroemission.eu
Mail : info@zeroemission.eu

SECTEUR HABILLEMENT & MODE

SALAO LINGERIE BRASIL

Lieu : Sao Paulo
Juin 2015
Site internet : www.newstage.com.br
Mail : newstage@newstage.com.br

COLOMBIA MODA

Lieu : Madelin (Colombie)
28/07/2015 au 30/07/2015
Site internet : www.inexmoda.org.co
Mail : contactenos@inexmoda.org.co

SECTEUR LOGISTIQUE & TRANSPORT

CEMAT SOUTH AMERICA

Lieu : Sao Paulo (Brésil)
30/06/2015 au 3/07/2015
Secteur : logistique, technique de
stockage...
Site internet : www.hf-brazil.com
Mail : info@hf-brazil.com

CARGO WEEK AMERICA

Lieu : Mexico City
23/06/2015 au 25/06/2015
Secteur : transport & circulation
Site internet : www.gfidalex.com
Mail : egamboa@gfidalex.com

MOTION, DRIVE AND AUTOMATION

Lieu : Sao Paulo
30/06/2015 au 3/07/2015
Secteur : logistique, stockage...
Site internet : www.hf-brazil.com
Mail : info@hf-brazil.com

EXPO TRANSPORTE ANPACT

Lieu : Guadalajara (Mexique)
18/11/2015 au 20/11/2015
Secteur : transport & circulation,
véhicules, motos...
Site internet : www.binexpo.com
Mail : info@binexpo.com

SECTEUR MINES

EXPOSIBRAM

Lieu : Belo Horizonte
Secteur : industrie minière, géodésie
14/09/2015 au 17/09/2015
Site internet : www.ibram.org.br
Mail : ibram@ibram.com.br

EXTEMIN (MINING INDUSTRY)

Lieu : Arequipa (Pérou)
Secteur : industrie minière, géodésie
21/09/2015 au 25/09/2015
Site : www.convencionminera.com
Mail : convmin@amauta.rcp.net.pe

CONVENCION INTERNACIONAL DE MINERIA

Lieu : Acapulco (Mexique)
7/10/2015 au 10/10/2015
Site : www.appliedmexico.com
Mail : info@applied.com.mx

SECTEUR TOURISME

VYVA TOURISM EXHIBITION

Lieu : Santiago de Chili (Chili)
Novembre 2015
Site internet : www.interexpo.cl

EXPO TURISMO INTERNACIONAL

Lieu : Panama (Panama)
25/09/2015 au 26/09/2015
Site : www.panacamara.com
Mail : igalvez@panacamara.org

NATIONS ÉMERGENTES

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL

<http://www.nations-emergentes.org>

NUMÉRO 25 | AOÛT 2015

LISTE DE NOS PARTENAIRES

Paris Tribune	m.paristribune.info
CCLAM	www.cclam.org
Festival Salsa	www.festival-international-cubano.com
Berthier Architectes	berthierarchitectes@wanadoo.fr
Taberna Latina Lille	http://www.tabernalatina.com
Express Formalités	www.expressformalites.eu
Festival de Biarritz	www.festivaldebiarritz.com
Vues Sur Le Monde	www.vuessurlemonde.com
Festival All Stars	newmorning.com

NEW MORNING

DU 29 JUIN
AU 1^{ER} AOUT

7, 9, RUE DES PETITES ÉCURIES 75010 PARIS

LUNDI 29/06

ROBBEN FORD

MARDI 30/06

**GINGER BAKER JAZZ CONFUSION
FEAT. PEE WEE ELLIS**

VENDREDI 3/07

MAD IN PARIS

LUNDI 6/07

ED MOTTA

MARDI 7/07

FORQ (AVEC LE LEADER DES SNARKY PUPPY)

MERCREDI 8/07

MIKE STERN & DIDIER LOCKWOOD BAND

JEUDI 9/07

THE HERBALISER

VENDREDI 10/07

**AMBROSE AKINMUSIRE QUARTET
1^{ÈRE} PARTIE GREGORY PRIVAT-SONNY TROUPE**

LUNDI 13, MARDI 14 & MERCREDI 15/07

**ROY
HARGROVE
QUINTET**

LUNDI 13 + GUEST

SLY JOHNSON

MARDI 14 + GUEST

IBEYI

MERCREDI 15 + GUEST

CHINA MOSES & LAETITIA DANA

JEUDI 16/07

RUTHIE FOSTER

VENDREDI 17/07

BROOKLYN FUNK ESSENTIALS

SAMEDI 18/07

SOUL REBELS BRASS BAND

1^{ÈRE} PARTIE LES BALAPHONICS

LUNDI 20/07

ROBERT GLASPER TRIO

MARDI 21/07

BRANFORD MARSALIS QUARTET

MERCREDI 22/07

**DAVE HOLLAND, CHRIS POTTER,
LIONEL LOUEKE, ERIC HARLAND**

JEUDI 23/07

2.0 FEAT. OMAR

VENDREDI 24/07

HUGH MASEKELA BAND

SAMEDI 25/07

KYLE EASTWOOD QUINTET

DIMANCHE 26/07

STANLEY CLARKE BAND

LUNDI 27/07

LEE RITENOUR DAVE GRUSIN BAND

MARDI 28/07

**HAMILTON DE HOLANDA & DIOGO NOGUEIRA
1^{ÈRE} PARTIE (CLUBE DOS) DEMOCRATICOS**

MERCREDI 29/07

SEPTETO SANTIAGUERO

JEUDI 30/07

BILAL 1^{ÈRE} PARTIE THE AFROROCKERZ

SAMEDI 1^{ER}/08

YOUNDBLOOD BRASS BAND



FESTIVAL ALL STARS

NEW MORNING
RADIO ▶ LIBRE

vous pouvez
nous suivre sur
**NEW MORNING
RADIO LIBRE**
newmorning.com

LOCATION

FNAC, CARREFOUR ET NEWMORNING.COM

